

# 4 salariées de l'hôtel racheté par l'Etat pour accueillir des clandestins licenciées par SMS

écrit par Maxime | 11 juillet 2017

Le summum du dégoût. On ne peut plus symbolique.

Que font donc les syndicats qui ont appelé à voter Macron ?

Lire notre article sur l'arrivée massive et rapide des clandestins à La Crèche

<http://resistancerepublicaine.com/2017/07/01/deux-sevres-la-crèche-ils-nous-ont-cache-les-92-migrants-quils-nous-envoient-ca-va-chauffer/>

## Les salariées apprennent leur licenciement par SMS

Les quatre salariées de l'hôtel Accor de La Crèche (Deux-Sèvres), racheté par l'État pour accueillir des réfugiés, n'ont reçu aucune proposition de reclassement.

“Bonjour, il y a de fortes chances que l'hôtel ferme le 25/07 à 12 h (sic)”. C'est le SMS surréaliste qu'ont reçu **les salariées de l'hôtel Accor de La Crèche** le 17 mai dernier, envoyé par Pascale Chardon, leur directrice.

En effet, depuis mars, un projet de restructuration est en cours au sein du groupe Accor pour rénover son parc et vendre ses hôtels les moins rentables à Adoma, structure de l'État chargée des hébergements d'urgence.

“Avec tout ce qu'on a donné pour l'hôtel”

Au total, en France, ce sont ainsi 62 hôtels qui ont été vendus à l'État. Près de 400 emplois sont menacés, dont quatre à La Crèche.

Depuis le plan social décidé en mars, les salariées n'ont eu aucunes nouvelles de

leur direction, à part ce SMS. Depuis, silence radio. La directrice de l'hôtel est partie en vacances cette semaine et n'a, pour l'heure, pas répondu à notre sollicitation.

« Quand on pose des questions, ils esquivent, ils tournent autour du pot. On ne sait même pas si on travaillera jusqu'au 25 juillet... », dénonce, furieuse, une des salariées.

Menacées si elles s'adressaient à un journaliste

Elles préfèrent rester anonymes, la direction les a menacées de licenciement pour faute grave si elles s'adressaient à un journaliste. « Quand on a découvert [dans La Nouvelle République](#) que les migrants devaient arriver la semaine prochaine, on a compris que ça irait très vite », raconte Stéphane Weinberg, de l'Union départementale de la CGT (lire NR du 1er juillet).

En effet, la préfecture a annoncé le 23 juin à Philippe Mathis, maire de La Crèche, [que 92 migrants devaient arriver](#) la semaine prochaine pour être hébergés dans cet hôtel. Depuis, c'est un véritable branle-bas de combat dans **la ville de 5.700 habitants**, alors même que le conseil municipal était favorable à l'accueil de réfugiés. Seulement, le nombre de migrants annoncés et le délai laissé à la commune pour s'organiser ont passablement refroidi l'élan de solidarité.

Côté salariées de l'hôtel, pas de proposition de reclassement, voire même des pressions, selon elles :

*La directrice m'a conseillé le départ volontaire. On se fout de notre gueule !*

En attendant d'en savoir plus, elle a dû annuler ses vacances, pour rester à disposition de l'entreprise, sans pouvoir chercher du travail ailleurs tant qu'elle n'est pas licenciée.

« C'est un manque de respect envers les salariées, tenues à l'écart, un manque de respect de la population de la commune et un manque de respect des réfugiés, dont les conditions d'accueil seront déplorables, assène Stéphane Weinberg. C'est de l'argent public donné à Accor pour rénover son parc et licencier ».

Une salariée, dans le groupe depuis près de dix ans, conclut dans un souffle : « Avec tout ce qu'on a donné pour l'hôtel... »

[nr.niort@nrco.fr](mailto:nr.niort@nrco.fr)

Laura Buratti

<http://www.lanouvellerepublique.fr/Deux-Sevres/Actualite/Economie-social/n/Contenus/Articles/2017/07/05/Les-salariees-apprennent-leur-licenciement-par-SMS-3157576>